

Intégrer les jeunes à la démocratie locale en Grande-Bretagne : tensions au New Labour

Young people and local democracy in Great Britain: Tensions within New Labour

Mike Geddes

Number 48, Fall 2002

La démocratisation du social

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/007898ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/007898ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Geddes, M. (2002). Intégrer les jeunes à la démocratie locale en Grande-Bretagne : tensions au New Labour. *Lien social et Politiques*, (48), 151–166. <https://doi.org/10.7202/007898ar>

Article abstract

Low levels of political participation and alienation of young people from political debate are concerns not only in Great Britain but across Europe and throughout the industrialised world. Based on research undertaken by the author and other research teams, the article analyses the involvement of youth in local politics in Great Britain. The context is one in which the New Labour government initiated reforms intended to modernise local government. An analysis of efforts to increase youth participation reveals that some programmes can, to some extent, reduce the gap between young people and local authorities. It finds that organisational and cultural adjustments must occur for real progress to be made. The article assesses the strengths and weaknesses of different methods, as well as the range of understandings of democracy and of participation underpinning the approaches. In conclusion, the article also assesses the real change that the “Third Way” might bring.

Intégrer les jeunes à la démocratie locale en Grande-Bretagne : tensions au New Labour

Mike Geddes

Le désengagement des jeunes vis-à-vis des autorités locales constitue aujourd'hui une préoccupation politique centrale en Grande-Bretagne et dans de nombreux pays. En Grande-Bretagne, cela renvoie, tout d'abord, à la participation limitée des populations à la démocratie locale, à la fois par le vote et plus largement par l'implication et la participation aux débats politiques. Il est communément admis qu'il existe une crise de la participation et de la légitimité démocratique au sein des gouvernements locaux (King et Stoker, 1996). L'importance du renforcement de la démocratie au niveau local constitue le point commun d'analyses diverses sur l'avenir de la démocratie (voir par exemple Held, 1995, et Giddens, 1998). S'agissant des interrogations relatives au gouvernement local et à la démocratie locale, on peut citer : un

faible niveau de renouvellement aux élections locales britanniques, à la fois en termes absolus et en comparaison avec les autres pays industrialisés; une représentativité limitée des élus locaux (Brown, Jones et Mackay, 1999); une perception négative de la population sur le rôle des partis politiques. Aujourd'hui, la réapparition, au niveau local, de partis politiques très à droite, le faible taux de renouvellement et la désaffection à l'égard des partis traditionnels renforcent l'actualité de cette question. Traditionnelles, bureaucratiques, dominées par les préoccupations des élus, les procédures des autorités locales sont considérées comme inaccessibles, éloignées du public. Les services publics locaux paraissent souvent de qualité médiocre et incapables de procurer des réponses transversales aux situa-

tions vécues par les citoyens et les usagers.

L'ensemble de ces questions s'applique avec une force particulière aux jeunes en tant que « citoyens et électeurs de demain ». Cependant, l'implication limitée des jeunes dans les gouvernements et politiques locaux tient aussi à des éléments spécifiques aux jeunes. Les jeunes constituent aujourd'hui près d'un tiers de la population de la Grande-Bretagne. Un rapport de l'influent groupe de réflexion Demos montre que, pour la génération des 18-34 ans, la politique est devenue un univers « sale » (Wilkinson et Mulgan, 1995). Plus d'un tiers des 18-24 ans tirent fierté du fait de se trouver à l'extérieur du système. La distance par rapport à la politique conduit aussi à une déconnexion sociale plus globale : seulement 49

pour cent des 18-34 ans affirment qu'ils seraient prêts à sacrifier une part de leur liberté individuelle en faveur de l'intérêt public. Un travail plus récent de Demos (Bentley, Oakley et al., 1999), basé sur une consultation fouillée en direction des jeunes, confirme cette analyse. Bentley et Oakley concluent que les jeunes ne sont pas prêts à s'engager en politique dans la mesure où : ils ne voient pas en quoi cela peut modifier les circonstances auxquelles ils doivent faire face; la politique traditionnelle se révèle bien souvent incapable d'accomplir les choses auxquelles ils aspirent; bon nombre de politiciens ne les prennent pas au sérieux; les distinctions entre partis sont difficiles à percevoir. D'autres recherches récentes aboutissent à des conclusions très similaires : impliquer les jeunes signifie rendre la politique plus intéressante; plus facile à comprendre et plus accessible; trouver de nouvelles possibilités et de nouveaux parcours pour permettre aux jeunes d'entrer en politique (NCSR, 2000; voir aussi IPPR, 2001a)¹.

Renouveau démocratique et modernisation du gouvernement local en Grande-Bretagne

La revitalisation de la démocratie locale et la modernisation du gouvernement local constituent, depuis un certain temps, un thème majeur de l'analyse des politiques publiques en Grande-Bretagne. Dans les années 1980 et 1990, la réforme du secteur public a été inspirée par la philosophie du «new public management» des administrations thatchériennes, étroitement associées au néolibéralisme. Le «new public management» était basé sur l'introduction du secteur privé, les principes et les postulats du marché, l'amélioration de l'efficacité (et la création de nouvelles occasions de profit), le recours à la privatisation, les mécanismes de choix du consommateur et la compétition entre les fournisseurs de services pour simuler et stimuler les mécanismes de marché (Ferlie et al., 1996). L'élection du gouvernement travailliste, en 1997, a accéléré la restructuration du gouvernement et des services publics engagée sous les Conservateurs. Les Travaillistes ont adopté le «marché» avec enthousiasme, alors que dans le même temps ils tentaient de façonner une «Troisième Voie» (Giddens, 1997; Blair, 1998).

La modernisation de l'agenda, étendue à l'ensemble des services publics, a été développée de manière particulièrement vigoureuse au niveau local, parce que : c'est au niveau local que les besoins de renouveau démocratique et de services intégrés allant au devant des citoyens sont perçus

avec la plus grande acuité; de nombreuses autorités locales sont considérées par les responsables du New Labour comme des bastions du vieux parti travailliste représentant un obstacle au triomphe de la Troisième Voie. Le gouvernement du New Labour a, par conséquent, promu un large panel de réformes visant à moderniser le gouvernement local. Celles-ci induisent l'introduction de nouvelles structures et des processus de revitalisation du leadership politique local tout en produisant une amélioration continue des standards des services publics. Ces importantes réformes incluent :

- de nouvelles structures de management politique des autorités locales, dont des propositions concernant les maires et les organisations exécutives (Davis et Geddes, 2000);
- une refonte de l'offre de services suivant le nouveau principe de la «best value», qui doit fournir des services «centrés sur le citoyen» (Geddes et Martin, 2000);
- des partenariats locaux dans lesquels l'autorité locale doit travailler étroitement avec les autres organisations locales comme la police ou les structures de santé, les entreprises, les citoyens, de manière à préparer des *community plans* «compétents» sur les questions économiques, sociales et environnementales et le bien-être de la localité;
- des stratégies de mise en valeur des quartiers, s'appuyant sur un réseau complexe basé sur des initiatives de proximité permettant de réduire le fossé entre les quartiers

les plus défavorisés et les quartiers classiques.

L'extension de la consultation et de la participation des citoyens et des usagers fait partie des thèmes majeurs sous-tendant ces propositions. Elle a été renforcée par une recommandation récente du ministre de l'Environnement, des Transports et des Régions concernant la façon dont les autorités locales doivent favoriser de meilleurs niveaux de participation du public (DETR, 1998). Les gouvernements locaux eux-mêmes ont activement promu les initiatives participatives (LGMB, 1998). Toutes les autorités locales préparent aujourd'hui des stratégies de «consultation communautaire» pour garantir l'existence d'une philosophie plus consultative et participative. Celle-ci doit permettre aux décideurs locaux de s'engager vis-à-vis des communautés et des usagers, particulièrement les plus exclus et les plus difficiles à atteindre (Martin et Boaz, 2000); cela inclut les communautés démunies mais aussi les communautés présentant un intérêt particulier, comme les jeunes.

On peut, bien évidemment, constater l'existence d'un certain nombre de tensions entre, d'une part, cette forte tendance à la modernisation du gouvernement local et à la promotion de l'engagement citoyen et communautaire et, d'autre part, la participation plus spécifique des jeunes.

— L'introduction de nouveaux arrangements en matière de gestion politique (relatifs à l'élection des maires, aux cabinets et exécutifs) introduit des processus de décision

plus étroits au sein des gouvernements locaux. De fait, l'accessibilité et la responsabilité de ces décisions posent question, de même que la position des conseillers élus qui ne sont pas membres de l'exécutif.

— Alors que le régime de la «Best Value» encourage une refonte en profondeur de l'offre de services, que la consultation des usagers et des citoyens représente une importante dimension de ce régime, la plupart du temps les réformes ont donné lieu à un renforcement du pouvoir financier par rapport à celui des fonctionnaires (Geddes, 2001). Qui plus est, quelques exemples remarquables montrent que, même dans les cas de consultation large des usagers, les jeunes entrent rarement en ligne de compte.

— Le processus de «community planning» et le nouveau pouvoir qu'il offre aux autorités locales pour promouvoir le bien-être économique, social et environnemental de la localité permettent d'accroître réellement les possibilités d'engagement citoyen mais, encore une fois, les jeunes paraissent occuper une position marginale.

— La tendance qui consiste à associer exclusion sociale et quartiers pauvres dans lesquels résident les communautés constitue aussi un danger de marginalisation des communautés d'identité ou d'intérêt, ce qui comprend les jeunes, notamment en termes d'allocation de ressources (Fitzpatrick et al., 2000). Le résultat de cette tendance est de réduire les questions relatives aux jeunes à des préoccupa-

tions telles que la délinquance des mineurs, les dégradations dans les cités et les exclusions des établissements scolaires. De plus, la récente reprise de vigueur électorale de la droite raciste dans les débats politiques locaux montre l'existence d'un plus grand intérêt politique national pour les noirs et les minorités ethniques que pour les jeunes.

On peut souligner que ces tensions peuvent être reliées à des paradoxes plus larges de la Troisième Voie. On évoquera, plus particulièrement, trois incertitudes relatives à la participation des jeunes.

— Une opposition que le New Labour tente de ménager entre, d'une part, les conceptions de l'inégalité, notamment les perspectives classistes de l'inégalité et, d'autre part, la notion de différences (y compris, dans une version plus molle, les différences de styles de vie) comme base des politiques ou des débats politiques (Phillips, 1997).

— Une contradiction entre les perspectives managériales et la participation dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques.

— Une conciliation difficile entre les positions politiques des partis de gauche, un populisme centriste qui tente de se situer au-delà des partis et les oppositions droite-gauche (Giddens, 1997: 37-46). Sur ce point, alors que le New Labour reste, nationalement et d'un point de vue rhétorique, très engagé à l'égard des débats politiques, au niveau local, l'agenda relatif à la modernisation des partenariats locaux et à la réduction du

rôle des partis politiques locaux montre qu'il est très hostile aux débats politiques.

C'est dans ce contexte que nous allons à présent examiner les initiatives relatives à la participation des jeunes au sein des gouvernements locaux.

La participation des jeunes dans les gouvernements locaux et la démocratie locale : bilan de quelques initiatives récentes

Les jeunes sont les usagers principaux des services publics locaux, qu'il s'agisse des écoles, des transports publics, des bibliothèques et autres centres de lecture, ou des places et espaces publics, comme les centres-villes. Cela dit, ils sont relativement peu interrogés sur les processus politiques locaux qui déterminent la manière dont ces services sont organisés. Il y a de nombreux cas de conflits intergénérationnels avec les autorités locales sur les politiques et les budgets. La plupart des élus locaux se sentent démunis ou peu disposés à représenter les opinions et aspirations des jeunes.

Les dernières années ont vu croître un consensus sur la nécessité d'aborder ces questions. L'Unité d'information sur les gouvernements locaux, un groupe de pression important représentant les gouvernements locaux, dans un rapport récent sur les politiques locales en direction des jeunes, évoque trois types de raisons de promouvoir l'implication des jeunes dans les gouvernements locaux et la démocratie locale. D'une part, la participation des jeunes permet de renforcer la démocratie locale. D'autre part, les jeunes doivent disposer des mêmes droits fondamentaux que l'ensemble des citoyens. Enfin, l'accès aux services publics apparaît comme central vis-à-vis de ce public. Par ailleurs, l'Unité se réfère à la Convention des droits de l'enfant des Nations Unies, signée par la Grande-Bretagne en 1991 (LGIU, 1997). Des organisations nationales comme l'Agence nationale des jeunes, la Sauvegarde des enfants et l'Office pour les droits de l'enfant estiment que les jeunes ont le droit d'être entendus et ont beaucoup à apporter. Cela dit, ces organisations se déclarent inquiètes parce que les processus gouvernementaux actuels — aux niveaux national et local — offrent peu de mécanismes permettant d'identifier et de prendre en compte les besoins et les intérêts des jeunes dans les nouvelles lois et politiques. Elles insistent, par conséquent, sur la nécessité d'une plus grande implication des jeunes dans la démocratie participative, et sur l'importance d'accroître le pouvoir de ceux qui sont actuellement à l'écart et d'inclure les plus marginalisés dans les

courants sociaux, économiques et politiques dominants (NYA, 1999; Treseder, 1997). Le groupe de réflexion Demos (Wilkinson et Mulgan, 1995) a proposé un certain nombre de changements dans les processus électoraux pour «reconnecter les jeunes». Ceux-ci concernent la durée des élections (qui pourrait être portée à une semaine ou à un week-end), l'installation de bureaux de vote dans les centres commerciaux; des possibilités d'inscription plus active liées aux permis de conduire, aux banques et autres organisations et, de façon plus controversée, l'obligation de voter pour lever des contraventions.

Le gouvernement travailliste a développé toute une série d'initiatives depuis 1997, en réponse au consensus qui existe sur de telles questions. La toute nouvelle Unité du gouvernement sur l'exclusion sociale a constitué un lieu important de développement de ces nouvelles politiques et a produit un rapport sur les politiques en direction des jeunes (SEU, 2000). Ce rapport montre clairement le manque de coordination politique sur les questions relatives aux jeunes aux niveaux national et local. Il recommande que les services gouvernementaux et les autorités locales établissent des procédures cohérentes de consultation des jeunes.

Au niveau national, un ministre de la Jeunesse a été désigné au sein du ministère de l'Intérieur et une unité interdépartementale pour les enfants et les jeunes a été installée au sein du ministère de l'Éducation et de l'Emploi. Cette unité a été

dotée d'un budget de 450 millions de livres. Elle cible principalement la pauvreté des enfants (un des engagements majeurs du gouvernement est d'éradiquer la pauvreté des enfants dans les vingt ans à venir). Une autre initiative a consisté à enseigner la citoyenneté dans les écoles, une question largement négligée en Grande-Bretagne (Crick, 1998). Un Parlement de la jeunesse britannique s'est réuni pour la première fois au début de l'année 2001 avec des députés jeunes, élus à partir des mêmes circonscriptions électorales que leurs homologues adultes. Un parlement similaire existe aussi en Écosse, en réponse aux nouveaux arrangements constitutionnels et gouvernementaux concernant l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord. Un des résultats en est la publication d'un Manifeste national pour les jeunes.

De nombreuses autorités locales en Grande-Bretagne promeuvent aujourd'hui des initiatives qui s'appuient sur des bases similaires. Une étude récente (IPPR, 2001b) souligne que 77 pour cent des autorités locales déclarent travailler directement avec les jeunes et les faire participer à la décision politique, 10 pour cent affirment avoir l'intention de le faire). Certaines de ces initiatives ont un intérêt avant tout électoraliste, mais un nombre croissant d'autorités expérimentent les conseils et forums de jeunes et développent des politiques ou des plans pour les enfants et les jeunes².

L'examen de trois expériences va nous permettre d'identifier quelques traits communs des initia-

tives locales et d'explorer les atouts et les limites des différentes méthodes de participation des jeunes³. Ces trois cas — ceux de Bury et de Manchester, dans le Nord-Ouest de l'Angleterre, et celui de Wolverhampton, dans les West Midlands — sont révélateurs, par de nombreux aspects, des expérimentations qui ont lieu un peu partout en Grande-Bretagne et qui se poursuivent, alors que le New Labour entend clarifier ses intentions politiques.

Bury

Le conseil municipal de la métropole de Bury a mis en œuvre une approche stratégique d'implication des jeunes dans le gouvernement local. Cela a conduit à la création d'un certain nombre d'initiatives importantes, parmi lesquelles une Stratégie collective en direction des jeunes, un sous-comité chargé des questions de jeunesse au sein du conseil et un budget d'initiatives jeunes. La mise en place d'une Stratégie jeunes à Bury est le résultat de la rencontre de plusieurs facteurs, dont la perception des jeunes comme une source d'ennuis et de problèmes par un certain nombre de citoyens et d'organisations et l'expression d'un manque de satisfaction chez les jeunes à l'égard de l'offre d'information en leur direction, notamment concernant les services locaux. Le début de la démarche a été marqué par l'organisation de plusieurs consultations avec le soutien de médiateurs extérieurs, spécialisés dans le travail auprès des jeunes. Cela a permis de donner un élan à la Stratégie jeunes, qui est censée

incarner l'implication de l'autorité locale en direction des jeunes. Adoptée par le conseil municipal, la « Stratégie jeunes » est un document substantiel qui décrit la place des jeunes à Bury, étudie certains des liens entre citoyenneté, accroissement des droits et participation et formule des propositions pour établir un cadre participatif en direction des jeunes. Elle évalue les conseils, informations, services et équipements disponibles pour les jeunes et propose des pistes d'amélioration de l'offre. Elle identifie des questions clefs relatives aux jeunes « à risques ». Enfin, elle établit un budget spécifique de mise en œuvre de certains aspects et énonce des propositions de suivi et d'évaluation.

En parallèle à cette « Stratégie », le sous-comité chargé des questions de jeunesse a joué un rôle particulièrement important. Les représentants jeunes, cooptés au sein du sous-comité (et issus principalement des établissements scolaires et des groupes de jeunes), ont garanti la prise en compte sérieuse des opinions des jeunes au sein de l'autorité locale. Cela a été rendu possible par le fort soutien apporté au sous-comité par les élus seniors. La nomination de jeunes représentants au sous-comité a encouragé la naissance d'un noyau dur de jeunes investis au sein de la municipalité, même si aujourd'hui le besoin réside dans le développement de plus larges possibilités de participation permettant d'accroître le niveau d'implication.

Par le biais du sous-comité chargé des questions de jeunesse,

des représentants de jeunes ont été consultés sur une large palette de décisions concernant l'offre de services et plus précisément les équipements jeunes. Le budget initiatives jeunes a permis à ce sous-comité d'examiner les propositions relatives à de nouvelles installations. Les représentants ont établi des critères de choix entre les différentes propositions et ont pu suivre les résultats de leurs décisions de financement. Le budget, bien que réduit par rapport aux dépenses en services traditionnels, a permis de soutenir de nombreuses expérimentations spécifiques, dont un centre d'accueil local, des lieux de rencontres, l'amélioration de l'accès pour les jeunes handicapés.

Cependant, dans la mesure où l'autorité locale se transforme en structure de gestion politique de type cabinet, ce qui inclut la disparition des comités et sous-comités, la question est maintenant de savoir comment les jeunes vont pouvoir continuer à être impliqués dans le processus de décision et si les conseillers leaders de la nouvelle structure seront partisans de cette implication.

Manchester

Le conseil des jeunes de Manchester est un forum de jeunes élus représentant les écoles secondaires et spécialisées de la ville. Il se réunit trois fois par an. Il a été installé pour répondre à une série d'initiatives apparues au cours des années 1990 qui se concentraient sur les besoins des jeunes et des enfants de la cité. Il est envisagé par le conseil comme un lieu de mise en œuvre de mesures qui peuvent offrir aux jeunes la possibilité de jouer un rôle actif dans la vie de la cité et comme un mécanisme leur permettant de s'exprimer sur le long terme. Les élections des représentants et députés sont tenues dans les écoles pour les élèves âgés de 12 à 16 ans. Il y a aussi des membres cooptés issus des projets de jeunes et des associations. L'un des traits notables du conseil a été sa détermination à encourager une représentation large de jeunes issus de différentes classes sociales et appartenant à différents groupes d'âge et groupes ethniques. Des professionnels et une formation sont offerts aux représentants de jeunes. Le conseil de jeunes est directement lié au processus de décision du conseil municipal, mais les représentants de jeunes formulent un avis décisif sur les sujets qui concernent leur agenda. Les réunions sont tenues dans la salle du conseil et sont présidées par un jeune élu par le conseil de jeunes (avec le soutien d'un conseiller adulte). Les conseillers se chargent de la présentation de leurs rapports. Les décisions et recommandations du conseil de jeunes sont transmises au sous-comité chargé de la straté-

gie urbaine et sociale au sein du conseil municipal (présidé par le responsable de ce dernier) puis aux autres comités.

La création du conseil de jeunes peut être considérée comme l'affirmation publique par les adultes du conseil municipal de l'importance des jeunes, et comme l'expression d'une volonté de prendre leurs avis en considération. Cela conduit, par conséquent, à l'intégration des jeunes dans le processus de décision du gouvernement local. La question cruciale pour les jeunes impliqués dans le conseil de jeunes est leur capacité à faire la différence, à voir des résultats positifs dans les délibérations du conseil.

Les questions traitées par le conseil municipal ont concerné : les sans-abri, les concessions de transport public, la mise en place d'un système de conseil par les pairs pour les jeunes qui leur permet d'aller voir l'un des leurs plutôt qu'un professeur sur des questions comme les mauvais traitements. Les conseillers et administrateurs de l'autorité locale ont dû tenir compte du fait que les jeunes, bien qu'ils soient conscients du temps que nécessitent les changements, sont impatients de voir les choses se réaliser. De ce fait, il y a eu des hésitations sur le fait de s'occuper des questions « lourdes » auxquelles il est difficile et laborieux de trouver une solution et de se concentrer sur d'autres questions pour lesquelles il pourrait être plus aisé de formuler une réponse. Il y a eu également des difficultés pour organiser des discussions et prendre des décisions sur les questions complexes. La réunion de

plus de 120 jeunes était difficile à manier et le travail en petits groupes de travail a été envisagé.

Une question importante — qui est aussi présente dans le sous-comité aux questions de jeunesse de Bury — est la manière de présenter les sujets devant le conseil de jeunes. Il paraît évident que les modes traditionnels de présentation de l'information (comme les rapports des comités des autorités locales) ne sont pas adéquats pour que les dossiers soient accessibles aux jeunes et retiennent leur intérêt, pour qu'ils soient complètement impliqués dans le débat et qu'ils puissent se sentir propriétaires de leur décision. Le recours à une palette de supports, à un langage simple et concis fait partie des choses expérimentées. Mais cela suppose un nouveau type de travail, de nouvelles compétences, de la formation, ce que les administrateurs des autorités locales ne trouvent pas nécessairement aisé⁴.

Wolverhampton

Alors que les initiatives de Bury et de Manchester sont relativement récentes, les origines des politiques actuelles en faveur de la participation des jeunes à Wolverhampton remontent à près de vingt ans et montrent l'importance de maintenir une continuité dans l'effort de travail avec les jeunes sur une longue période même si des pics et des creux d'activité apparaissent.

Parmi les recommandations du «rapport Willis» sur les conditions sociales des jeunes de Wolverhampton, commandé par le conseil en 1984, figurait la nécessité de favoriser la participation poli-

tique des jeunes à tous les niveaux de décision (Willis, 1984). Depuis, l'autorité locale a mis en place de nombreuses approches, dont :

— des élections à l'échelle des quartiers, qui se tiennent tous les deux ans et qui permettent la nomination des jeunes siégeant au sous-comité pour les questions de jeunesse auprès du conseil municipal;

— des forums de jeunes dans trois domaines administratifs du service des questions de jeunesse du conseil municipal;

— des conférences sur la jeunesse à l'échelle des quartiers, tous les deux ans;

— plus récemment, le projet «Best Value» de Wolverhampton a proposé un bilan de la façon dont l'autorité locale organise ses services. Cela a permis de souligner que les jeunes (avec les personnes âgées) font partie des deux principaux groupes à partir desquels l'approche «Best Value» a été expérimentée;

— un groupe transversal sur le partenariat autour des questions de jeunesse.

À la fin des années 1990, Wolverhampton bénéficie d'une expérience étendue des élections de jeunes et du fonctionnement d'un sous-comité spécialisé. La participation des jeunes aux dernières élections est estimée à 6000 votants. La concomitance des élections et du fonctionnement du sous-comité a induit des conséquences substantielles. Les représentants de jeunes sont devenus un rouage à part entière du processus de décision du conseil, ce qui a

donné lieu, pour les jeunes et leurs intérêts, à l'ouverture des procédures décisionnelles et organisationnelles. Cela a permis aux conseillers de mieux comprendre et de mieux prendre en considération les perspectives et les besoins des futurs citoyens et usagers des services. Dans le même temps, plusieurs générations de jeunes ont pu influencer certaines des décisions du conseil, par exemple à propos de questions épineuses du point de vue intergénérationnel comme les équipements de skate-board; par là même, ils ont acquis une meilleure connaissance et une plus grande confiance en leur capacité (sans négliger les limites) à mener à bien des changements au sein du système démocratique local. Mais cela a pris du temps, et au moment de notre évaluation, il y avait une prise de conscience du fait que pour développer ces acquis il faut ouvrir le processus électif afin d'impliquer plus de jeunes, s'assurer de l'existence d'un soutien collectif plus complet et obtenir un engagement des services garantissant une approche dynamique des besoins et de la participation des jeunes.

Un certain nombre d'expériences relatives aux jeunes qui se développent dans les collectivités locales en réponse aux pressions du gouvernement travailliste renvoient aux préconisations du programme «Best Value» d'amélioration des services publics locaux. «Best Value» est le programme de remplacement de la politique conservatrice obligeant les autorités locales à adopter une logique compétitive (en soumettant l'offre de services publics à la compétition avec le secteur privé). Le nouveau régime

n'abandonne pas les préoccupations du précédent gouvernement relatives au coût, à l'efficacité et aux mécanismes de marché, mais il met parallèlement un fort accent sur la consultation des clients-usagers. «Best Value» enjoint les collectivités locales de procéder à une revue critique de leurs services : d'évaluer les structures de services existantes, de comparer les niveaux de performance avec d'autres promoteurs de services et de consulter leurs usagers et citoyens de manière plus effective. Pour mettre en œuvre des «services centrés sur les citoyens», il faut évaluer la manière dont tout un panel de services (services délégués à des agences extérieures aussi bien que services gérés directement par la collectivité locale) agit sur des problèmes clefs ou sur des groupes spécifiques d'usagers, comme les jeunes. Le programme pilote Best Value Wolverhampton (1998-2000) comprend une évaluation détaillée des services proposés aux jeunes par le service jeunes du conseil, mais aussi d'autres services et agences, comme la formation et l'accès à l'emploi, la rénovation des quartiers et communautés, le

développement du logement et du centre-ville. En parallèle à la coordination des services, l'objectif est d'accroître la consultation et la participation des jeunes à tous les niveaux (des clubs de jeunes aux forums organisés à l'échelle de la ville).

Impliquer les jeunes dans un gouvernement local modernisé : possibilités et limites

Les trois initiatives de Bury, Manchester et Wolverhampton (qui ont des équivalents ailleurs) montrent qu'il existe une variété de mécanismes permettant d'impliquer les jeunes plus complètement dans le gouvernement local et de les initier aux processus démocratiques locaux. Cela inclut les élections de jeunes, les jeunes conseillers et les sous-comités chargés des questions jeunes; des stratégies collectives de jeunes et des processus d'évaluation des services; des temps de consultation et des politiques d'information. Chacune de ces approches a des impacts différents, présente des avantages et des inconvénients. Un certain nombre d'éléments sont résumés dans le tableau 1.

Ces façons de faire ne sont pas exclusives les unes des autres; en fait, les collectivités locales qui entendent sérieusement développer la participation des jeunes à la démocratie locale sont plutôt enclines à poursuivre une stratégie qui articule plusieurs de ces éléments. Il est clair, toutefois, qu'il y a peu d'excuses pour les collectivités locales pour ne pas développer la participation des jeunes. Dans cette perspective, l'enquête de

l'IPPR déjà citée montre qu'une grande majorité des collectivités locales s'adresse directement aux jeunes. Elle montre aussi que les deux tiers des collectivités locales considèrent que cela a «un certain impact» sur la prise de décisions, alors qu'un tiers considère que cela n'en a pas ou guère. Néanmoins, une synthèse récente sur la participation des jeunes à l'élaboration des politiques publiques en Grande-Bretagne recommande la mise en place de règles minimales de responsabilité des collectivités locales à l'égard des jeunes, le développement d'une meilleure information sur les possibilités de participation et une meilleure diffusion des bonnes pratiques (Cutler et Frost, 2001).

Mais, si des initiatives comme celles qui sont discutées ici doivent être étendues et reprises largement au niveau local, nous pouvons identifier un certain nombre de questions qui devront être prises en considération par les élus locaux, les responsables des services administratifs et les jeunes.

Pour les élus, les questions centrales sont celles de l'engagement politique, de la culture et des pratiques des partis politiques. Les trois initiatives étudiées montrent toutes que l'engagement individuel des élus est un élément décisif des avancées effectuées. Dans le même temps, cependant, cet engagement a été le plus souvent limité à quelques élus : la participation des jeunes était envisagée comme «leur chose» par les autres élus. Si de telles initiatives sont promises à un impact plus important, elles nécessiteront un engagement poli-

tique plus large de la part des élus, des groupes dirigeants et des responsables. Deuxièmement, ces initiatives soulèvent des questions centrales concernant la réponse des partis politiques à la participation des jeunes. Elles mettent en évidence l'existence d'un fossé considérable qui continue d'exister entre la majorité des politiciens et les jeunes, même si ces trois initiatives ont permis de commencer à combler ce fossé. Relativement peu de jeunes élus et peu de partis politiques locaux considèrent cette question comme une priorité en termes de changement. Qui plus est, l'expérience de la plupart des jeunes impliqués dans les trois initiatives, si l'on considère le travail auprès des élus locaux, ne les conduit pas à vouloir intégrer des partis politiques ou à devenir des élus. La crise de confiance des jeunes à l'égard des partis politiques rejoint en partie celle de la population globale mais elle est accentuée du fait du fossé des générations entre les jeunes et la plupart des élus. La conclusion est donc que la plupart des partis politiques locaux, s'ils veulent attirer les jeunes, devront adapter leurs modalités d'adhésion, leurs pratiques et leur culture.

Des questions similaires d'engagement et de changement organisationnel et culturel se posent pour les autorités locales et leurs fonctionnaires. Là encore, dans les trois cas étudiés, l'implication enthousiaste du personnel et des responsables occupant des positions centrales au sein de la collectivité locale s'est révélée essentielle à la réussite du processus. Dans tous les cas, cependant, un grand pas en

avant est fait quand une réelle priorité lui est accordée, à la fois collectivement et dans des domaines spécifiques, par le vote ou la mise en œuvre d'implications stratégiques et d'innovations comme la cooptation de jeunes dans les comités. Cela soulève la question de l'allocation de ressources (pour le moment, les budgets consacrés aux jeunes restent très faibles), celle des processus internes (il faudrait que l'ensemble des organisations de conseil prennent en considération l'implication des jeunes dans toutes les décisions), mais aussi celle des changements de culture. Un problème caractéristique concerne les tentatives pour rendre le style des rapports des comités plus accessible aux jeunes. Cet aspect semble présenter de réelles difficultés pour de nombreux fonctionnaires locaux. Par conséquent, l'organisation de formations et de conseils apparaît comme une priorité centrale au sein des collectivités locales pour impliquer les jeunes.

Pour ce qui est des jeunes eux-mêmes, la question centrale ne concerne pas leur engagement mais la façon de soutenir et d'étendre les acquis des initiatives étudiées ici. Un certain nombre d'éléments peuvent être soulignés. Certains concernent la nécessité de renforcer les processus électifs et de cooptation au sein des sous-comités. La participation dans les écoles et dans les quartiers est incomplète et peut entraîner une sous-représentation de certains groupes sociaux. Des problèmes plus larges renvoient à la manière dont les systèmes de vote dans les écoles et les collèges peuvent être soutenus par

davantage d'éducation civique. On peut aussi se demander si l'organisation de la participation des jeunes à partir de l'école est toujours pertinente, en particulier pour les groupes les plus en difficulté. Les jeunes qui sont devenus les plus actifs dans les comités de jeunes et les conseils sont conscients de la nécessité d'introduire des procédures qui assurent une plus grande responsabilité et un meilleur dialogue entre eux et l'ensemble des jeunes. Ils sont également conscients de la difficulté de représenter les intérêts d'une communauté «générationnelle» dont les membres changent constamment. Un aspect particulier de ce problème est la nécessité de transférer les expériences de chaque groupe de représentants de jeunes à son successeur, si toutefois les générations successives ne doivent pas constamment réapprendre les choses les plus élémentaires.

Ces réflexions sont essentielles si les initiatives étudiées ici sont susceptibles de devenir plus nombreuses. Cependant, au-delà de ces points, une autre série de questions peut être soulevée autour de la relation entre gouvernement local et démocratie locale, et sur les différentes formes de démocratie locale.

Tout d'abord, les cas étudiés posent la question de l'effectivité du pouvoir qui est offert aux jeunes. Cette question est souvent mesurée dans la perspective des typologies qui visent à mesurer les mécanismes de participation, à partir d'approches «top-down» ou «bottom-up» (Stocker, 1997). Le discours sur la consultation et la participation des jeunes laisse

généralement une large place à ces questions. Si nous examinons la variété des initiatives de participation des jeunes, la plupart d'entre elles entrent plus facilement dans la catégorie des stratégies «top-down», où les initiatives «commencent et finissent avec l'autorité locale». C'est le cas pour les stratégies collectives en direction des jeunes et pour les politiques d'information. À l'autre bout de la

chaîne, on trouve des mécanismes comme les conseils de jeunes, qui laissent plus de possibilités aux jeunes d'intervenir dans la mise sur agenda. Si l'autorité locale entend renforcer le pouvoir des jeunes, cette approche permet aux jeunes de prendre la main et d'être soutenus. Cependant, il y a encore une marge entre cela et les activités qui émanent des jeunes et qui sont estampillées comme leur apparte-

Tableau 1. Avantages et limites des différentes initiatives

AVANTAGES	CONTRAINTES POTENTIELLES
Stratégies collectives en direction des jeunes	
<p>Une approche globale permettant la formulation d'objectifs et d'actions clairs. Des liens formels avec les préconisations du programme Best Value.</p> <p>Les stratégies jeunes permettent au conseil d'envoyer un message clair sur l'importance des jeunes.</p>	<p>Les stratégies requièrent une implication des responsables politiques, notamment les plus âgés. Elles impliquent une forte volonté initiale. Il peut y avoir un danger à mettre plus d'énergie dans l'écriture de la stratégie que dans sa mise en œuvre.</p> <p>Une question importante est : qui possède la stratégie ? Comment est-elle écrite ? Quels sont les liens avec d'autres stratégies et d'autres processus en cours ou prévus ?</p> <p>Il faut qu'un processus clair soit établi en matière de communication, de pilotage et d'évaluation.</p>
Conseils de jeunes	
<p>Dans la mesure où les conseils de jeunes ne relèvent pas formellement du conseil municipal, ils peuvent être « pour » les jeunes, appropriés par eux (même s'ils sont favorisés par une autorité locale ou une autre organisation).</p> <p>Les conseils de jeunes peuvent être suffisamment ouverts pour permettre à un grand nombre de jeunes de participer. Ils peuvent également être largement identifiés par les écoles et les autres organisations.</p>	<p>Les faiblesses ont trait à la manière de lier le conseil des jeunes aux processus de décision et de mise sur agenda au sein de la collectivité locale; comment permettre au débat de prendre place d'une façon inclusive et participative ?</p> <p>Les conseils de jeunes tendent à consommer beaucoup de ressources.</p>
Sous-comités de jeunes	
<p>Un sous-comité de jeunes établi, officialise la présence des jeunes au sein du processus de décision, et — dans la mesure où il relève de l'autorité locale — il permet aux responsables et élus locaux de s'engager plus facilement vis-à-vis des jeunes.</p>	<p>L'autorité locale dispose de l'initiative de la mise sur agenda, et l'information qui concerne cette décision peut être obscure pour les jeunes.</p> <p>Les jeunes n'ont pas le contrôle et peuvent se comporter comme des mini-politiciens, ce qui peut atténuer la spontanéité généralement attendue de la part des jeunes.</p> <p>Les arrangements pratiques comme la disposition des sièges, les horaires des réunions, le nombre de jeunes qui participent, sont importants.</p>

Tableau 1. Avantages et limites des différentes initiatives (suite)

AVANTAGES	CONTRAINTES POTENTIELLES
Élections de jeunes	
Les élections de jeunes permettent d'expérimenter un processus démocratique important dans la mesure où elles concernent un grand nombre de jeunes. De plus, elles peuvent comporter une atmosphère propre à la mobilisation. Elles peuvent développer une certaine expertise sur les élections au sein de la collectivité locale. Elles peuvent également permettre de faire émerger des problèmes que les jeunes considèrent comme importants. Les jeunes élus sont responsables par rapport à leurs électeurs. Les élections confortent la reconnaissance et l'auto-estime d'un certain nombre de jeunes.	Les élections sont consommatrices de ressources. Elles requièrent la participation des écoles, etc. Elles génèrent beaucoup de travail pour les jeunes élus tout en créant potentiellement une élite et en soulevant des questions sur la manière dont les électeurs sont impliqués après les élections.
Agences partenariales	
Les agences partenariales apportent une reconnaissance des questions de jeunes dans un contexte plus large que celui de l'autorité locale. Elles facilitent un travail transversal et global et permettent à un panel d'organisations de prendre en compte les priorités et les valeurs véhiculées par les interrogations et les inquiétudes des jeunes.	La question suivante est toujours présente : comment permettre aux jeunes de se faire entendre au sein de ce qui peut être considéré comme un forum réservé à une élite ? Ces lieux peuvent être essentiellement formels et bureaucratiques et ils peuvent conduire à masquer les préoccupations des jeunes. Des arrangements pratiques sont nécessaires, notamment avec les sous-comités.
Forums locaux	
Dans les forums locaux, les questions sont soulevées et formulées <i>in situ</i> , dans un contexte local facilement compréhensible au regard de l'expérience quotidienne des jeunes. Il est souvent plus attrayant pour les jeunes d'aller dans un forum local, dans un quartier qu'ils connaissent, et il peut être plus aisé de greffer un forum sur un club de jeunes ou un événement qui existe déjà.	Il est plus difficile d'avoir une vision générale des questions qui touchent les jeunes de façon globale et les questions qui émergent ailleurs peuvent ne pas concerner ce territoire en particulier (ex. sécurité dans les transports publics).
Les forums locaux peuvent s'appuyer sur des réseaux « naturels » en direction des autres groupes et organisations locaux pour créer une sorte de masse critique.	Les forums peuvent consommer plus de ressources qu'une approche centralisée et ils peuvent encourager un esprit de clocher, spécialement lorsque les ressources sont ténues et doivent être contrôlées.
Processus de consultation	
Ces expériences permettent de donner une vision claire des besoins des jeunes, elles aident à les exprimer correctement sans faire d'erreurs massives.	Comment peut-on rendre attractif le mécanisme de consultation au regard des jeunes ? Si la consultation est trop largement contrôlée par l'autorité locale les jeunes peuvent étouffer leurs opinions.
Elles permettent de développer la responsabilité des décideurs vis-à-vis des jeunes. Elles offrent aux jeunes l'occasion de développer leurs capacités de présentation.	Les jeunes ont besoin de voir des résultats rapides ou bien de recevoir un <i>feedback</i> immédiat. Il faut également leur montrer que le programme n'est pas simplement une liste de souhaits mais qu'il est aussi basé sur de réelles possibilités.
Elles montrent aux jeunes que leurs opinions sont importantes, elles leur offrent la possibilité de s'impliquer dans le processus de décision et de développer leur rôle et leur responsabilité.	Il est important d'impliquer des jeunes qui ne sont pas dans le courant dominant.
Politiques d'information	
Elles correspondent à un besoin élémentaire et peuvent prendre des formes multiples allant du bureau d'information aux plaquettes diffusées dans les écoles.	Elles ne promeuvent pas la participation en tant que telle. Les jeunes ont souvent plus besoin de conseils et d'une interprétation de l'information que d'une simple information.
Elles sont relativement simples à mettre en œuvre et peuvent constituer une base utile au travail de participation; l'information est le pouvoir.	Il peut être difficile de mesurer l'efficacité de ces politiques en termes de résultats spécifiques.

nant. On est donc amené à se demander comment les jeunes peuvent participer sur les questions de leur choix.

L'enquête récente dont il est fait mention plus haut montre qu'il y a encore un long chemin à parcourir pour offrir aux jeunes plus de possibilités d'implication, de la manière qui leur convient et non à partir de ce qui est proposé par le gouvernement local. Pour plus de 50 pour cent des autorités locales, la participation des jeunes s'arrête à la consultation et ne renvoie pas à des formes plus complètes comme l'implication dans le processus de décision. La question est de savoir si la modernisation du gouvernement local préconisée par le New Labour est susceptible de promouvoir une participation active. On trouve, tout d'abord, un engagement par rapport au développement de la participation citoyenne. Mais la nature managériale du programme du New Labour et le degré élevé de contrôle sur l'échelon local par l'État central, en particulier le contrôle étroit des finances, risquent de favoriser des formes « faibles » de participation, que les gestionnaires locaux (en particulier

les responsables politiques) peuvent utiliser à leur manière. Cette tendance se manifesterait au détriment de modalités plus affirmées de participation qui pourraient remettre en cause le contrôle managérial de l'agenda.

La seconde série de questions renvoie aux formes de démocratie (représentative, participative, etc.) que favorisent ces initiatives. La participation des jeunes est fréquemment perçue comme faisant partie d'une volonté plus large de promouvoir une participation plus directe des citoyens au débat politique local. Elle est également parfois envisagée comme une contrainte ou comme une alternative aux formes de la démocratie représentative. En ce sens, la participation des jeunes peut être considérée comme une solution partielle à la crise de la représentation (représentation populaire et experte, représentativité des partis politiques et des élus). Dans cette perspective, l'objectif de participation des jeunes à la démocratie locale a autant à voir avec la nécessité de renforcer la légitimité démocratique des autorités locales, sérieusement remise en question, qu'avec l'intégration des jeunes, qui le plus souvent ne ressentent pas un tel besoin. Encore une fois, les trois études de cas montrent à quel point des éléments politiques différents induisent des impacts variés. On trouve ainsi des innovations comme la mise en place de sous-comités de jeunes, qui cooptent ou élisent des représentants de jeunes (des quasi-conseillers), et qui représentent une façon de permettre aux processus de représentation démocratique de répondre de

manière assez sophistiquée aux besoins des communautés d'intérêt. D'autres expériences, comme les conseils de jeunes (des quasi-parlements), sont plus ambiguës dans leur lien avec le processus de représentation démocratique. L'impact des conseils dépendra de la façon dont ils sont liés aux processus de décision politique et administrative, en amont et en aval. D'autres éléments des initiatives étudiées illustrent l'existence de différentes approches à l'égard de la participation des jeunes. Les séminaires de consultation, les conférences et, plus particulièrement, des techniques de participation comme les jurys citoyens peuvent — au mieux — encourager une forme de participation plus délibérative. Dans ces expériences, les jeunes sont impliqués dans un processus d'évaluation publique ou quasi publique concernant l'activité du gouvernement local (cela peut conduire à des processus de décision caractérisés par la participation des groupes cibles pour lesquels le gouvernement a été beaucoup critiqué). On peut également avoir l'impression que l'élection et la cooptation d'individus pour « servir » dans les sous-comités, conseils et autres relèvent plus de l'intention d'assurer la présence directe de certains groupes sociaux dans des institutions ou à des positions d'influence que d'une volonté de garantir leur représentation indirecte (Phillips, 1995). D'ailleurs, dans nos études de cas, les jeunes ont montré un grand souci de représentation des garçons et des filles, des blancs et des non-blancs parmi leurs membres.

Encore une fois, il est important de se demander dans quelle mesure ces possibilités peuvent être ou non encouragées par l'agenda du New Labour. La réponse n'est pas nécessairement claire, notamment parce que les politiques de la Troisième Voie sont parfois délibérément vagues, mais aussi parce qu'un objectif politique aussi large que celui-là peut également abriter plusieurs courants, soit à dessein, soit de façon accidentelle. Cependant, une chose est claire, c'est l'hostilité du New Labour aux partis traditionnels au niveau local et sa faible confiance à l'égard de la démocratie représentative locale. En effet, un des impacts importants du processus de modernisation engagé par le New Labour risque de consister en une érosion progressive des partis et des débats politiques locaux. Il est a priori sage de penser que cette tendance sera très positive du point de vue de la participation des jeunes, compte tenu de leur antipathie pour les partis politiques. Mais il est plus facile de critiquer les partis politiques locaux que d'envisager une façon de les remplacer de manière effective. Si cette tendance aboutit à l'affaiblissement, non seulement de la politique politicienne engendrée par les partis politiques locaux mais également, de façon générale, des débats politiques locaux, la scène politique locale pourrait s'en trouver appauvrie au point d'offrir de moins en moins d'attrait pour les générations successives de jeunes. L'érosion du nombre de services offerts par les gouvernements locaux en réponse aux différentes formes de privatisation aura

un effet similaire de réduction de leur volonté de participation.

Enfin, un aspect fondamental du rejet des partis politiques traditionnels par le New Labour consiste en un rejet du vieux Parti travailliste comme représentant de la classe ouvrière, ainsi que de sa rhétorique sur la réduction des inégalités au moyen des politiques redistributives. À la conception classique qui envisage (en principe tout au moins) la classe ouvrière comme la principale bénéficiaire de l'action du Parti travailliste a succédé, au cœur de la pensée du New Labour, une conception en termes de structure sociale organisée par les modes de vie. De ce fait, la politique n'est plus guidée par des résolutions des partis, mais par l'identification des besoins et intérêts des segments sociaux centraux, à partir d'une recherche sur des groupes cibles ou sur le marché. Dans un sens, cela facilite la reconnaissance des jeunes comme groupe cible des politiques dans la mesure où ils ont un mode de vie distinct. Il est également plus facile de cibler les jeunes exclus dans la mesure où l'exclusion sociale apparaît comme la condition de vie de nombreux groupes sociaux allant des minorités ethniques aux habitants des logements sociaux. Subsiste cependant la nécessité de séduire l'électeur anglais de la classe moyenne (pour qui les modes de vie des jeunes et particulièrement les activités des jeunes exclus relèvent de l'abomination): cette réalité oblige à une ligne de conduite résolument centriste et risque fort de réduire ce type de reconnaissance à un phénomène marginal.

Conclusion

Nous avons procédé dans cet article à une analyse des développements récents en matière de participation des jeunes aux gouvernements locaux et à la démocratie locale en Grande-Bretagne. Cette analyse montre que la participation des jeunes à ce processus de décision constitue une tendance croissante mais que de nombreuses expériences présentent des limites certaines en termes de degré et de niveau d'implication. Pour dépasser ces limites, il faut non seulement développer d'autres initiatives mais aussi lutter contre les barrières structurelles qui existent au sein des gouvernements locaux et qui tendent à marginaliser des initiatives spécifiques.

Nous avons également montré dans quelle mesure la modernisation engagée par le New Labour, qui constitue le contexte dans lequel ces initiatives se déroulent, présente des ambiguïtés en termes de soutien à la participation des jeunes. Cette question n'est en effet pas centrale au regard de la réforme engagée, hormis quelques tentatives pour vendre le New Labour sous le slogan «Cool Britannia», son attrait principal allant aux classes moyennes de moins de cinquante ans (comme Blair et Brown eux-mêmes et comme nombre de leurs collègues). Pour celles-ci, les jeunes sont tout sauf *cools*.

Mike Geddes
The Local Government Centre
University of Warwick, Coventry
Texte traduit par Patricia Loncle

Intégrer les jeunes à la démocratie locale en Grande-Bretagne : tensions au New Labour

Notes

¹ Des tendances similaires à la déconnexion sont visibles dans de nombreux autres pays. Comme Frazer et Emler l'ont montré, le manque d'intérêt et de participation et de connaissance des jeunes en ce qui concerne le débat politique est loin de constituer un phénomène spécifiquement britannique : il est commun à la plupart des pays européens (Frazer et Emler, 1997). Il a cependant été démontré que la participation des jeunes était davantage prise au sérieux dans d'autres pays européens (Matthews, Limb, Harrison et Taylor, 1998). Les enquêtes de l'Union européenne montrent que les jeunes considèrent deux fois moins que les adultes que la politique est un sujet important (Helve, 1997). Le désenchantement à l'égard des débats politiques nationaux et locaux est particulièrement marqué, pour des raisons évidentes, dans les sociétés post-communistes (voir par exemple Dubsky, 1995, et Ule et Rener, 1998).

² De telles initiatives sont loin d'être réservées à la Grande-Bretagne. L'Union européenne possède dans ce domaine un programme actif de promotion de l'échange d'expériences entre pays membres. D'autres institutions supranationales comme le Conseil de l'Europe ont adopté des politiques encourageant les autorités locales et régionales à promouvoir la participation des jeunes à la vie et au débat politiques locaux. Les conseils et les forums de

jeunes sont des phénomènes développés aussi bien dans les autres États membres (comme la France, l'Espagne et l'Italie) qu'en Grande-Bretagne (voir par exemple Matthews, Limb, Harrison et Taylor, 1998).

³ Cette recherche, menée par le Centre de gouvernement local de l'Université de Warwick, avec le concours du Consortium de recherche sur les autorités locales de l'Université de Warwick, s'est appuyée sur une analyse plus large des initiatives visant à renforcer la démocratie locale dans les autorités locales en participant au Consortium de Warwick (Geddes, 1996). Les évaluations des initiatives de Bury, Manchester et Wolverhampton (Geddes, 1998; Geddes et Rust, 1998; Rust et Scott, 1998) ont été basées à la fois sur l'analyse secondaire de matériaux — en particulier sur les rapports des comités et des responsables locaux — et sur des interviews avec des responsables et élus locaux, des jeunes impliqués dans les initiatives et des représentants d'autres organisations ressources. La recherche a été conduite sur la base d'une méthodologie co-construite par des universitaires et des responsables politiques.

⁴ Cette question concerne aussi bien les chercheurs que les responsables locaux. Les recherches traditionnelles et leurs conclusions — comme les publications universitaires — ne sont pas accessibles à la majorité des jeunes. Le chercheur a par conséquent inclus la participation des jeunes en tant qu'acteurs centraux à l'organisation d'une conférence nationale destinée aux jeunes impliqués dans les expériences locales. Les résultats ont été présentés sous forme de vidéo et de poster. Ce n'est bien sûr pas le genre de chose qui rapporte des points dans la communauté universitaire.

Bibliographie

ADLOFF, M. H. 1992. «The civic education of young people», *Community Education Network*, 12, 7.

BENINGTON, J. 2000. «The modernisation and improvement of public ser-

vices», *Public Money and Management*, 20, 2: 3-8.

BENTLEY, T., et K. OAKLEY, avec S. GIBSON et K. KILGOUR. 1999. *The Real Deal: What Young People Really Think about Government, Politics and Social Exclusion*. Londres, Demos.

BLAIR, T. 1998. *The Third Way: New Politics for the New Century*. Londres, Fabian Society.

BROWN, A., A. JONES et F. MACKAY. 1999. *The "Representativeness" of Local Councillors*. York, Joseph Rowntree Foundation.

BYNNER, J., et S. ASHFORD. 1994. «Politics and participation: Some antecedents of young people's attitudes to the political system and political activity», *European Journal of Social Psychology*, 24: 223-236.

COPUS, C. 2000. «Communities, parties and the crisis of representation», dans N. RAO, éd. *Representation and Community in Western Democracies*. Londres, Macmillan.

CRICK, B. 1998. *Education for Citizenship and the Teaching of Democracy in Schools*. Londres, QCA.

CUTLER, D., et R. FROST. 2001. *Taking the Initiative: Promoting Young People's Involvement in Public Decision Making in the UK*. Londres, Carnegie Young People's Initiative.

DAVIS, H., et M. GEDDES. 2000. «Deepening democracy or elite governance? New political management arrangements in local government», *Public Money and Management*, 20, 2: 15-20.

DETR (Department of the Environment, Transport and the Regions). 1998. *Guidance on Enhancing Public Participation in Local Government*. Londres, DETR.

DUBSKY, V. 1995. «Czech youth and social change», dans A. CAVALLI et O. GALLAND, *Youth in Europe*. Londres, Pinter.

EDWARDS, L. 2001. *Politics not Parties: Young People and Political Engagement*.

- Findings from a Series of Discussion Groups with Young People*. Londres, Institute for Public Policy Research.
- ETZIONI, A. 1995. *The Spirit of Community: Rights, Responsibilities and the Communitarian Agenda*. Londres, Fontana.
- FERLIE, E., L. ASHBURNER, L. FITZGERALD et A. PETTIGREW. 1996. *The New Public Management in Action*. Oxford, Oxford University Press.
- FITZPATRICK, S., A. HASTINGS et K. KINTREA. 2000. «Youth involvement in urban regeneration: Hard lessons, future directions», *Policy and Politics*, 28, 4: 493-509.
- FRAZER, E., et N. EMLER. 1997. «Participation and citizenship: A new agenda for youth politics research?», dans J. BYNNER, L. CHISHOLM et A. FURLONG, éd. *Youth, Citizenship and Change in a European Context*. Aldershot, Avebury.
- GEDDES, M., M. WAHLBERG et K. TAYLOR. 1995. *Enhancing Local Democracy*. Luton, Local Government Management Board.
- GEDDES, M. 1996. *Extending Democratic Practice in Local Government*. Londres, Commission for Local Democracy.
- GEDDES, M. 1998. *Evaluating Local Democratic Initiatives: Youth Participation in Wolverhampton*. University of Warwick, The Local Government Centre, WULARC Research Papers.
- GEDDES, M., et S. MARTIN. 1997. *Evaluating Local Democratic Initiatives: Interim Research Report*. University of Warwick, The Local Government Centre, WULARC Research Papers.
- GEDDES, M., et M. RUST. 1998. *Evaluating Local Democratic Initiatives: Bury MBC's Youth Strategy*. University of Warwick, The Local Government Centre, WULARC Research Papers.
- GEDDES, M. 2001. «What about the workers? Best Value, employment and work in local public services», *Policy and Politics*, 29, 4: 497-508.
- GIDDENS, A. 1998. *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*. Cambridge, Polity Press.
- HELD, D. 1995. *Democracy and the Global Order: From the Modern State to Cosmopolitan Governance*. Cambridge, Polity Press.
- HELVE, H. 1997. «Perspectives on social exclusion, citizenship and youth», dans J. BYNNER, L. CHISHOLM et A. FURLONG, éd. *Youth, Citizenship and Change in a European Context*. Aldershot, Avebury.
- IPPR (Institute for Public Policy Research). 2001a. *Politics not Parties: Young People and Political Disengagement*. Londres, IPPR.
- IPPR (Institute for Public Policy Research). 2001b. *Involving Young People in Decision Making: A Survey of Local Authorities*. Londres, Local Government Association.
- KING, D., et G. STOKER. 1996. *Rethinking Local Democracy*. Londres, Macmillan.
- LGIU (Local Government Information Unit). 1997. *Resource Guide on Young People and Local Democracy*.
- LGMB (Local Government Management Board). 1998. *Democracy Network-Democratic Practice. A Guide*. Londres, LGMB.
- MACDONALD, R., éd. 1997. *Youth, the Underclass and Social Exclusion*. Londres, Routledge.
- MARTIN, S., et A. BOAZ. 2000. «Public participation and citizen-centred local government: Lessons from the Best Value and Better Government for Older People pilot programmes», *Public Money and Management*, 20, 2: 47-54.
- MARTIN, S. 1999. *Evaluation of the Best Value Pilot Programme: Interim Report*. Londres, Department of the Environment, Transport and the Regions.
- MATTHEWS, H., M. LIMB, L. HARRISON et M. TAYLOR. 1998. «Local places and the political engagement of young people: Youth councils as participatory structures», *Youth and Policy*, 62: 16-31.
- MORRIS, P. 1995. «Learning to vote», *Municipal Journal*, 12 mai.
- MUXEL, A. 1995. «Entry thresholds to politics: Between inheritance and experiment», dans A. CAVALLI et O. GALLAND. *Youth in Europe*. Londres, Pinter.
- NCSR (National Centre for Social Research). 2000. *Young People's Politics. Political Interest and Engagement Among 14 to 24 Year Olds*. York, York Publishing Services Ltd.
- NYA (National Youth Agency). 1999. *Modern Services for Young People: Proposals for Action*. Leicester, NYA.
- PHILLIPS, A. 1995. *The Politics of Presence*. Oxford, Clarendon Press.
- PHILLIPS, A. 1997. «From inequality to difference: A severe case of displacement?», *New Left Review*, 224: 143-153.
- PUTNAM, R. 1993. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton, NJ, Princeton University Press.
- RINGEN, S. 1998. *The Family in Question*. Londres, Demos.
- RUST, M., et V. SCOTT. 1998. *Evaluating Local Democratic Initiatives: Manchester's Young People's Council*. University of Warwick, The Local Government Centre, WULARC Research Papers.
- SAVE THE CHILDREN. 1997. *All Together Now*. Londres, Save the Children.
- SEU (Social Exclusion Unit). 2000. *Report of Policy Action Team 12, Young People*. Londres, HMSO.
- STOKER, G. 1997. «Local political participation», dans *New Perspectives on Local Governance*. York, Joseph Rowntree Foundation.
- TRESEDER, P. 1997. *Empowering Children and Young People: A Training Manual*. Save the Children et Children Rights Office.

Intégrer les jeunes à la démocratie locale
en Grande-Bretagne : tensions au
New Labour

166

ULE, M., et T. RENER, éd. 1998. *Youth in Slovenia*. Ljubljana, Ministry of Education and Sport.

WILKINSON, H., et G. MULGAN. 1995. *Freedom's Children: Work, Relationships and Politics for 18-34 Year Olds in Britain Today*. Demos.

WILLIS, P. 1984. *The Social Conditions of Young People in Wolverhampton*. Wolverhampton MBC.

WILLOW, C. 1997. *Hear! Hear! Promoting Children and Young People's Democratic Participation in Local Government*. Londres, Local Government Information Unit.